



Macron fait le choix de l'arrogance contre les travailleurs : L'heure est au rassemblement populaire contre sa politique antisociale!

PROVOCATIONS!

Macron a poussé la provocation jusqu'à décorer de la Légion d'horreur Jean-François Cirelli.

Est-ce pour féliciter ce « grand » patron comme acteur majeur de la **liquidation de Gaz de France** ou pour l'encourager dans sa nouvelle carrière à la tête, en France, du **fonds de pension américain Blackrock** qui compte s'engraisser sur le dos des retraités français?

Macron a aussi fait nommer commissaire européen Thierry Breton.

Breton était président de France Télécom au moment du lancement de la **politique systématique de harcèlement des personnels (2002-2005)** dans l'entreprise en privatisation. Son successeur Lombard vient d'être, tardivement, condamné pour la phase suivante de cette politique de casse humaine et sociale. Breton est récompensé, sans que les médias ne rappellent sa responsabilité dans les drames à France-Télécom et les responsabilités des gouvernements successifs de 1995 à 2010.

Macron fait le choix de provoquer les travailleurs et ceux qui luttent.

Dans ses « vœux » télévisés, il est passé du « en même temps » au « tout à la fois ». Juppé, en 1995, Villepin de 2006, étaient droits dans leurs bottes avant d'être battus par le mouvement populaire. **Macron affiche sa volonté d'humilier la classe ouvrière de France pour accélérer sa politique au service des plus riches et de la finance. En même temps que la retraite par points, il annonce un nouveau démantèlement des grands services publics, la casse de l'éducation nationale, la privatisation de la santé...**

Au point que l'apprenti autocrate Macron sème le doute dans ses propres rangs, chez ses soutiens les moins coupés du peuple travailleur.

Confronté à une opposition majoritaire, Macron escompte que les salariés n'arriveront pas à s'unir, dans le temps et dans l'action. Jusqu'à présent, le gouvernement a joué sur le calendrier, les Fêtes, et sur le flou. Les agents des transports (SNCF/RATP) ont été chauffés à blanc en premier, aussi sur des questions internes. Le gouvernement a repoussé de mois en mois la publication de son projet de loi se laissant toutes les possibilités de manipulation.

MAIS SON JEU DE POKER MENTEUR PREND FIN. Le projet de loi sera adopté le 24 janvier!

Les objectifs de la « Retraite par points » sont démasqués!

Le soutien au projet de Macron est quasi nul! Les semaines de lutte ont réussi à faire la démonstration des objectifs réels du passage à la « retraite par points »:

- ⇒ **Donner au pouvoir le moyen de baisser brutalement toutes les retraites d'un coup** en baissant la valeur du point, à la première « crise économique » venue. On passe d'un système à prestations définies vers un système à cotisations définies.
- ⇒ **Affaiblir le lien entre les pensions de retraites et les carrières des actifs** en passant de la

référence en annuités aux points.

- ⇒ **Détruire un pan du statut de la fonction publique** (et de celui de la RATP) pour ouvrir la voie au processus de privatisation.
- ⇒ Pousser les salariés, d'abord les cadres selon les mesures annoncées, à prélever sur leur salaire net pour se payer **des plans de retraites d'appoint par capitalisation**, c'est-à-dire à la merci de la finance et de la bourse.

La retraite par « points » est néfaste pour tous les salariés. RIEN N'EST NEGOCIABLE ! RETRAIT PUR ET SIMPLE!

Le gouvernement a ajouté une discussion sur « l'âge pivot » de 64 ans. Cette vraie-fausse « négociation » se situe hors du système par points. C'est une diversion. La ministre Pénicaud prétend être flexible tant que qu'il y aura baisse des pensions... L'augmentation de l'âge pivot, au-dessus de 62 ans, pourra toujours être décidée après la mise en place de retraite par points.

Edouard Philippe veut des négociations sectorielles, avec l'aide des patrons de la SNCF et de la RATP, des ministres Blanquer et Buzyn, sur le mode du chantage et de la surenchère à la privatisation.

Elles sont inacceptables!

A la RATP, la nouvelle « réforme » des retraites vise à finir de vider le statut pour permettre la mise en concurrence et la privatisation des lignes (dès 2024 pour les bus), suivant la loi « mobilités ». Les agents l'ont bien compris.

Dans le ferroviaire, le patronat, la direction de la SNCF, entendent parachever la « réforme » ferroviaire, avec un cadre (anti-)social compatible avec la concurrence et la privatisation. Alors même que la lutte des cheminots de 2020, la grève reconductible, historique, a dépassé l'action de 2018, que la mobilisation directe, après le drame évité de justesse, dans le TER sans contrôleur dans les Ardennes, montrent la force existante pour contrer la politique de casse pilotée, depuis des années, à Paris et à Bruxelles.

Après Blanquer, Macron, a encore défié les per-

sonnels de l'éducation nationale. Le pouvoir commence par leur ôter 40% de leurs retraites puis propose des augmentations improbables, étalées sur 15 ans, assorties de la dégradation de leurs conditions de travail, de leur « parcours professionnel », de la dénaturation totale de leur profession. Depuis 2018, la mobilisation ne cesse de monter dans l'éducation. L'attaque sur les retraites coïncide avec la mise en œuvre désastreuse de la « réforme du lycée » et du bac (jusqu'en 2021), la montée de la colère dans le primaire, la mobilisation des lycéens contre les inégalités nouvelles etc.

A l'hôpital, Macron, relayant Buzyn, répond aux alarmes des agents – pas uniquement des urgences – par des mesures favorisant le privé, attaquant les grilles de rémunération, renforçant l'austérité contre l'offre publique de soins. Tout cela pour des retraites amputées ! Dans leur conditions spécifiques et difficiles, les agents hospitaliers ont toutes les raisons de rejoindre la lutte générale.

EDUCATION, SANTE, FINANCES PUBLIQUES, avec les transports: l'extension de la lutte est à l'ordre du jour!

A EDF aussi! « En même temps » que Macron multiplie les annonces pour valider le détournement de dizaines de milliards d'euros au nom du « réchauffement climatique » vers les multinationales, **Cette campagne démagogique coïncide avec la suppression des tarifs réglementés du gaz, avec le projet gouvernemental de scission et privatisation de la moitié d'EDF (plan « Hercule »), notamment de ses branches « renouvelables ».** Le pouvoir a reporté l'augmentation prévue de 4% au 1^{er} janvier des tarifs... Pour éviter que le lien soit fait avec les batailles pour les retraites d'EDF et d'ex-GDF, contre la casse et pour la reconquête des monopoles publics historiques de la nation. (Notre pétition en ligne : <https://edf-stop-scission-privatisation.fr/>).

Plus que jamais, la perspective politique viendra de la convergence des luttes pour mettre en échec Macron.

Pas d'illusion politicienne! Passons charitablement sur la tentative de récupération politique à « gauche » avec ceux qui, dans les ex-gouvernements de gauche plurielle, ont sapé le financement solidaire de la sécurité sociale (exonérations record de cotisations sociales patronales sous Jospin, CICE sous Hollande). On se souvient comment la fausse perspective de changement aux élections de 2012 avait contribué à couler la lutte contre la casse des retraites de Sarkozy en 2010.

Macron, dans ses vœux, a encore cherché à exacerber les débats de diversion qui servent son partenaire politique privilégié : le RN. Les filles et petites-filles au grand-papa millionnaire, Marion et son école privée de « gestion » ultra-libérale, ne sauraient récupérer la colère ouvrière!

Les cheminots et les agents de la RATP ont répondu avec intelligence au chantage à la trêve pendant les Fêtes. Ils ont maintenu la flamme, multiplié les initiatives symboliques fortes. Pour le calendrier à venir, en même temps que la montée de la mobilisation dans d'autres secteurs, ils ont préservé leurs forces.

La lutte rentre dans sa phase finale. A partir du 9 janvier, le mouvement interprofessionnel reprend et s'élargit avec un objectif de convergence vers des grèves, reconductibles.

Communistes, nous nous situons entièrement dans cette perspective de convergence des

luttes, dans ce nouveau calendrier. Nous continuons à appeler à la solidarité financière avec les grévistes des transports, locomotives des luttes, notamment pendant les fêtes. Nous agissons pour l'élargissement de la lutte à partir de la reprise du 9 janvier, dans tous les secteurs, avec le 24 janvier en ligne de mire. **Pas de trêve en janvier 2020 !**

RETRAIT PUR ET SIMPLE DU PROJET DE RETRAITE PAR POINTS ! DEJOUONS LE « EN MÊME TEMPS DE MACRON » PAR LA CONVERGENCE DES LUTTES !

Macron joue à « ça passe ou ça casse ». Ripostons ! Il ne s'agit pas seulement du grave sujet des retraites, mais de tout son plan de liquidation des acquis sociaux, économiques et démocratiques de notre pays ! **TOUS ENSEMBLE JUSQU'A L'ABANDON DE LA RETRAITE PAR POINTS, POUR FAIRE RECULER TOUTE LA POLITIQUE DE MACRON !**

COMMUNISTES, NOUS SOUTENONS ET PORTONS CES REVENDICATIONS: Le RETRAIT DE TOUT PROJET DE RETRAITE PAR POINTS. Nous nous battons pour la retraite à 60 ans, complète avec 37,5 annuités. Ces paramètres correspondent à la réalité des carrières et posent le lien essentiel, solidaire, entre travailleurs actifs et retraités. Le financement doit se faire par la fin des exonérations et autres cadeaux au patronat (CICE) qui pèsent plus de 60 milliards d'euros par an. / **Un plan d'urgence pour l'hôpital public** avec suspension de toutes les fermetures de services et d'hôpitaux, avec 4 milliards d'euros immédiatement en 2020 pour la revalorisation des professions, l'embauche, l'investissement./ **La défense et la reconquête des monopoles publics SNCF-RATP-EDF/ Le retrait du plan Darmanin de saccage des services des Finances Publiques/ Le retrait des projets Riestter** contre Radio-France et France-TV/ **L'abandon des réformes inégalitaires du baccalauréat et du lycée/** Des moyens pour les écoles/ le maintien des APL et de toutes les aides sociales spécifiques que le projet de « revenu universel » veut écraser. **L'annulation de la réforme-étatatisation de l'assurance chômage/ La sortie de la France de l'OTAN et la baisse des dépenses militaires etc. FACE AU « EN MÊME TEMPS: LE TOUS ENSEMBLE! »**

Organisez votre colère, faites le choix de la lutte, adhérez !

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Mail :

PCF Paris 15ème, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS — 01 48 28 60 05 — pcfparis15@orange.fr — www.pcf-paris15.fr

